

Conférence de presse conjointe du Président de la République et de Donald Tusk, Premier ministre de la République de Pologne.

Emmanuel MACRON

Merci Monsieur le Premier ministre, cher Donald,
Mesdames, messieurs les ministres,
Mesdames, messieurs en vos grades et qualités.

Merci Monsieur le Premier ministre pour vos mots et je veux ici vous dire combien ma délégation et moi-même sommes très heureux d'être à vos côtés dans votre ville de Gdansk qui résonne ô combien dans l'histoire européenne. D'abord, je le disais, parce que c'est votre ville. Ensuite, parce que nous venons ici célébrer, en effet, cette première édition de l'amitié entre nos deux pays que nous avons décidé et qui fait écho à la reconnaissance aussi de ce que Marie Curie a représenté dans l'histoire française et qui nous lie ô combien, et enfin, parce que cette ville, évidemment, résonne pour nous tous comme étant le berceau de solidarité, le symbole de l'amitié entre nos deux pays, le symbole aussi d'un combat de liberté.

Vous l'avez rappelé, ce combat, au fond, nous est contemporain. Nous continuons de nous battre contre toutes les idées qui peuvent réduire la liberté des uns ou des autres, le retour des nationalismes qui fracturent et ce faisant le retour de la guerre, parce que nous croyons dans un patriotisme et dans une Europe qui protège davantage et qui prépare l'avenir. Mais notre liberté, c'est aussi la capacité que nous avons en Européens à nous protéger, nous défendre, à bâtir les solutions d'avenir pour nos enfants et à moins dépendre. Et au fond, c'est ce qui a nourri l'agenda de nos travaux. Et c'est pour ça que je dis que ce n'est pas simplement un symbole que d'être ensemble à Gdansk, mais que les combats qui ont nourri cette ville, la vôtre, sont à nos yeux profondément contemporains.

Nous croyons l'un et l'autre, dans l'indépendance de nos pays, dans l'indépendance de notre Europe, et c'est par un travail de construction, une confiance mutuelle que nous voulons avancer. Nos ministres, nos équipes ont pu préparer beaucoup de travaux ces derniers temps.

Nous venons de signer des accords importants et ils vous ont été présentés. Au fond, nous avançons ensemble en matière de défense. D'abord, l'un et l'autre en soutien de l'Ukraine. Nous soutenons évidemment ensemble les décisions qui ont été prises en décembre dernier et le prêt de 90 milliards d'euros pour les Ukrainiens. Nous continuerons dans les semaines, les mois qui viennent, les années qui viennent, si c'est nécessaire, et aussi longtemps que ce sera nécessaire, de soutenir l'Ukraine dans son combat de liberté. Je veux ici aussi dire combien nous sommes reconnaissants à la Pologne d'avoir accueilli tant de réfugiés venant d'Ukraine, et je sais, ce que cela représente, et vous l'avez fait avec beaucoup de dignité et de solidarité.

Entre nos deux pays, nous renforçons aussi les liens en matière de défense et de sécurité. L'exercice Orion cette année a été une première, avec la participation de la Pologne, et nos forces armées participeront à l'exercice Dragon 27. Nous avons décidé de nouvelles capacités communes dans le transport aérien, dans le satellitaire, mais nous souhaitons avancer encore davantage, au fond, pour placer le partenariat entre nous, sur le plan qui doit être le sien, construire les solutions d'avenir pour la défense et la sécurité de nos pays. Les systèmes de défense solaire, la haute précision et la grande profondeur, le spatial sont des domaines dans lesquels, dans les prochains mois, nous souhaitons avancer encore davantage. Mais d'ores et déjà, nous avons vu qu'au fond, la confiance mutuelle n'était pas qu'un mot.

Nous avons signé un traité de Nancy en mai 2025 qui, si je puis dire, malheureusement, dès le mois de septembre dernier a été activé et son article 4, vous avez vu que ce n'était pas simplement du papier et que lorsque vous avez été en effet menacé, nous avons tout de suite réagi et avons été en solidarité et vous pouvez continuer de compter sur la France et de lui faire confiance.

En matière d'énergie et d'économie, c'est la même chose. Nous souhaitons avancer ensemble. Nous sommes en train de construire un partenariat global et intégré dans le domaine du nucléaire civil, plus largement dans le domaine de l'énergie. Évidemment, nous pourrions ici convoquer les mannes de Marie Curie, mais point n'est besoin. Évidemment, nous le faisons malgré tout, mais c'est aussi une technologie d'avenir dans laquelle nous croyons. C'est une technologie centrale pour la France, son énergie, son électricité. Nous nous félicitons de l'accord qui a été signé il y a quelques mois pour fournir les turbines pour la première centrale nucléaire polonaise. C'est Arabelle Solutions qui a été retenue. Nous avançons ensemble sur le réacteur. Nous sommes candidats pour l'aval du cycle et la France est déterminée à participer au dialogue compétitif ouvert pour le deuxième projet nucléaire polonais en proposant une solution européenne et intégrée, de la recherche à la coopération industrielle, en passant par la sûreté et le développement de compétences.

Au fond, je l'ai rappelé à plusieurs égards, nous avons ces capacités complètes. L'État en est l'actionnaire, quand ça n'est pas principal, l'exclusif, et non seulement le nucléaire est au cœur du modèle français, mais nous avons décidé d'investir massivement dessus pour l'avenir. Plus largement, vous l'avez rappelé, nous croyons à la nécessité de favoriser davantage la production en Europe, la préférence européenne et de protéger nos industries dans les secteurs stratégiques. Nous voulons, là aussi, avancer ensemble sur ce volet industriel, mais également financier, car il en va de la souveraineté financière de notre Europe.

Notre partenariat s'enrichit aussi des coopérations culturelles, du rapprochement de nos sociétés civiles. Nous serons tout à l'heure aux côtés du comédien et metteur en scène André Séverine, célébrant cette histoire d'amitié ô combien importante. Nous avons à l'instant signé les textes qui permettront de bâtir cette saison culturelle croisée en 2027 entre la Pologne et la France, la première depuis l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne, anomalie qu'il nous fallait corriger. L'apprentissage de nos langues, l'amour de nos cultures, les échanges sont essentiels. Je le disais, la première édition du Prix Geremek permettra aussi de continuer de renforcer ce lien, en même temps que nous bâtissons ensemble de manière affinitaire une politique pour mieux réguler les réseaux sociaux, et vous l'avez dit, mieux protéger nos enfants et nos adolescents. Nous tenons beaucoup à cette approche européenne, cette initiative européenne pour mieux protéger nos enfants et nos adolescents des réseaux sociaux et de ceux qui s'en suivent.

Voilà, mesdames et messieurs, ce que je pouvais ici rappeler. Mais au fond, tous les partenariats, les discussions très riches que nous avons eues aujourd'hui viennent consolider une relation qui atteint un niveau historique entre nos deux pays. Cette confiance, nous voulons la renforcer avec monsieur le Premier ministre, car elle est au service de l'intérêt de nos deux pays, de notre Europe, parce qu'elle intervient dans un moment, on le voit bien, où la guerre est revenue sur le continent européen, où le dérèglement mondial est omniprésent.

Avoir des amis qui se font confiance et qui bâtissent ensemble est plus précieux que jamais, et nous ne voulons pas le négliger. Nous avons aussi défini la feuille de route pour les prochains mois sur laquelle nous entreprendrons qu'il s'agisse de défense et de sécurité, de nucléaire et d'énergie, de culture, de réseaux sociaux, d'intelligence artificielle et de quantique. Et nous continuerons d'avoir des résultats ensemble pour nos deux pays et pour l'Europe. Merci beaucoup, monsieur le Premier ministre. Merci, cher Donald.

Journaliste

Bonjour monsieur le Premier ministre, bonjour monsieur le Président. Une question sur la dissuasion nucléaire qui, je crois, est un de vos sujets de discussion. Est-ce que vous avez évoqué des formes de coopération concrète ? Est-ce que la France a proposé, par exemple, à la Pologne de participer à des exercices de frappe ? Ou est-ce que la France a proposé de, potentiellement, envoyer des Rafales équipées de l'arme atomique en Pologne ? De la même manière, est-ce que la Pologne va proposer une forme concrète de coopération en matière conventionnelle pour venir en appui de la dissuasion française ? Deuxième question dans la première, concernant la Hongrie. Le départ de Viktor Orban ouvre-t-il une nouvelle donne en Europe ? Peut-on considérer d'ores et déjà que le prêt de 90 milliards d'euros à l'Ukraine sera bel et bien débloqué ou doit-on craindre d'autres formes d'opposition venant d'autres pays ? Merci.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup pour vos questions. Je crois pouvoir dire que c'est une nouvelle ère qui s'ouvre en Hongrie avec monsieur Magyar et que celle-ci va aussi être une nouvelle ère en Europe. A ce titre, nous pouvons être raisonnablement optimistes sur, en effet, la bonne avancée et la mise en œuvre du prêt de 90 milliards d'euros qui a été acté au mois de décembre dernier par le Conseil européen, ce qui est une bonne chose à la fois pour l'Ukraine, pour nous-mêmes et notre crédibilité. Donc oui, c'est une nouvelle ère.

Quant à votre première question, je ne veux pas ici répéter ce que j'ai pu annoncer à l'Île Longue. Nos équipes les plus rapprochées vont se rencontrer dans les prochaines semaines et il y aura des travaux d'ici à l'été qui permettront d'avancer sur les avancées concrètes et la mise en œuvre de ce partenariat en matière de dissuasion avancée. Dans les choses que nous allons évidemment considérer, il y a l'échange d'informations, il y a des exercices conjoints, il peut y avoir des déploiements. Je ne vais pas ici préempter l'éventail des solutions possibles que j'ai d'ailleurs rapidement présentées dans ce discours à l'Île Longue, mais de tout cela, nos équipes parleront et nous aurons à décider ensemble dans les prochains mois. En parallèle, évidemment, de cette plus grande intimité en matière de dissuasion nucléaire, il y a aussi ce que nous voulons faire en matière d'épaulement stratégique. C'est-à-dire que si on veut avancer ensemble sur le nucléaire, c'est bien d'avancer ensemble sur la défense sol-air, la longue portée, les systèmes d'alerte avancés, et aussi de regarder tout ce qu'on peut faire ensemble sur le spatial, qui est un élément critique. Sur tous ces sujets, on regarde de la même manière. Puisqu'on regarde, on est en train de prendre des décisions qui permettent d'avancer de manière conjointe. Merci beaucoup.

[Intervention de Donald TUSK]

Journaliste

La question porte sur la sécurité et le nucléaire. Est-ce que vous avez pris des décisions concrètes concernant la construction de la deuxième centrale nucléaire polonaise ?

[Intervention de Donald TUSK]

Emmanuel MACRON

Le choix de la deuxième centrale est un choix souverain de la Pologne et de son gouvernement. Je n'ai pas de commentaire à faire sur celui-ci et ce que vient de dire monsieur le Premier ministre. Je pense que ce qu'il a dit sur l'importance du nucléaire civil pour à la fois la décarbonation et la souveraineté énergétique est très important.

Dans d'autres temps, d'autres gouvernements, pour la première centrale, on choisit d'autres que les Français. Il n'en demeure pas moins que par la ténacité de l'équipe de France et ses mérites, je note que le réacteur et la turbine et d'autres composantes ont été ensuite quand même demandés à des Français, y compris par ceux qui avaient été retenus. Ceci pour une raison simple, c'est que la famille du nucléaire français possède toutes les capacités. On sait faire de l'amont à l'aval du cycle.

On a une politique très diversifiée d'approvisionnement et d'enrichissement de l'uranium, on produit des bonnes turbines, des bons réacteurs, on a un bon ensemble avec EDF et ses filiales, et on sait bien gérer l'aval. Donc ça, c'est important, parce qu'en fait, même quand on choisit d'autres que les Français, on arrive à revenir par la fenêtre parce qu'ils ont besoin de nous. C'est bon signe. Ça devrait rassurer nos amis polonais.

Puis après, moi, j'ai juste une remarque de bon sens. C'est quand on parle du nucléaire français et de ce qu'on peut apporter à la Pologne, ayez toujours en tête deux choses. La première, la France, ce n'est pas un pays qui est en train de faire des forages de pétrole ou de gaz pour son énergie. C'est un pays qui a une électricité produite à 75 % par le nucléaire, qui exporte plus de 90 TWh par an, et qui reproduit du nucléaire avec six centrales, six réacteurs déjà décidés et une nouvelle tranche de huit qu'on prépare. Quand on vous propose quelque chose, c'est quelque chose qu'on a pour nous. On en est dépendant. Et ça marche. On ne vous vend pas quelque chose qu'on ne pratique pas.

La deuxième chose, c'est qu'on ne vous propose pas d'offre d'une entreprise qui a des acteurs financiers à son capital. Quand on parle d'EDF, c'est 100 % l'État français. C'est une grosse responsabilité, le nucléaire. Et c'est une grosse responsabilité parce que le cycle de vie du nucléaire, entre le moment où on prend une décision et le moment où on aura à gérer les déchets, le cycle de vie, etc., sont des décennies. Il faut toujours avoir ça en tête. L'EDF, c'est 100 % le gouvernement français. Bon, vous savez qui vous avez en face pour très longtemps. Ça a beaucoup de valeur. Voilà, j'ai fait mon argument, mon plaidoyer. Mais je pense qu'il est important dans ce moment-là, parce que quand on parle de confiance, c'est évidemment des confiances à l'égard de compétences, de scientifiques, de technologies, d'entreprises. Mais là, quand on parle de nucléaire et que vous regardez la France, c'est aussi une confiance d'État à État compte tenu de ce que ça représente pour nous et de la structure capitalistique de nos entreprises.

Journaliste

Vous avez parlé d'un monde en guerre, également une tension extrême qui a repris depuis quelques heures maintenant dans le détroit d'Ormuz au Moyen-Orient. Alors d'abord, au Moyen-Orient, on a appris samedi le décès du sergent-chef de la FINUL, Florian Montorio, tué dans le sud Liban, a priori, comme vous l'avez exprimé, visé par le Hezbollah. De quelle manière la France va-t-elle répondre ? Est-ce que c'est la France qui a été délibérément visée lors de cette attaque ?

Ces dernières heures également, dans le détroit d'Ormuz, un navire français qui a été visé, qui a fait l'objet de tirs, je cite, de semonces. Qu'est-ce qu'on sait précisément ? Est-ce que la France, désormais, doit intervenir dans ce détroit d'Ormuz ? Je termine en quelques mots par une question d'actualité. L'Agence nationale des titres de sécurité, puisqu'on parle de sécurité des titres sécurisés qui a été visée par une attaque informatique avec des données potentiellement divulguées, que sait-on et doit-on être inquiet ?

Emmanuel MACRON

Sur la troisième question, je ne répondrai pas ici et je laisserai les autorités compétentes vous apporter tous les détails. Laissez-moi d'abord m'incliner avec respect et affection devant la mémoire de l'adjudant Florian Montorio, sa famille et ses frères d'armes. Vous l'avez rappelé, il est mort samedi au Liban, alors qu'il opérait dans le cadre de la FINUL, la mission dans laquelle nous sommes présents, en soutien des forces armées libanaises et des populations civiles libanaises. Je veux ici dire de manière très simple qu'il a été visé avec ses frères d'armes dans le cadre d'une mission qui correspond au mandat donné à la FINUL par la résolution des Nations unies, que c'est le Hezbollah qui, en effet, a visé nos soldats. Ils ne les ont pas visés parce qu'ils étaient français, ils les ont visés parce qu'ils tenaient la mission, être aux côtés des populations civiles, aller déterrer une mine, en tout cas, un instrument qui aurait très clairement conduit à des pertes civiles.

Ils ont été pris à partie et visés par le Hezbollah. Les autorités libanaises ont condamné cette attaque du Hezbollah et vont procéder aux diligences requises pour pouvoir arrêter les coupables et qu'ils soient sanctionnés. La mission de la France dans le cadre de la FINUL se poursuit. Ce que nous tenons, c'est que la justice soit faite et c'est aussi que le cessez-le-feu soit tenu et qu'une paix durable soit construite qui permette de rétablir la souveraineté territoriale libanaise, mais qui conduise aussi le Liban à prendre toutes ses responsabilités pour lutter efficacement contre le Hezbollah et mettre en vigueur ce qu'il s'est engagé à faire, c'est-à-dire le monopole de la détention des armes et de toutes les armes. C'est ainsi que nous devons avancer. Sur ce qui s'est passé ces dernières heures dans le détroit d'Ormuz, la France n'a pas été prise à partie ou visée spécifiquement suite à des échanges qui se sont tenus entre les autorités iraniennes et les compagnies, et entre les services iraniens et des différents pays concernés, parce qu'il y avait aussi Malte, l'Inde et plusieurs autres pays, plusieurs tankers et porte-containers ont engagé une sortie du détroit d'Ormuz, comme d'ailleurs cela avait été fait ces dernières semaines.

Il est vraisemblable que, suite à la décision américaine de maintenir un blocus ciblé sur Ormuz, en particulier, pour tout ce qui touchait l'Iran, les autorités iraniennes ont changé leur position initiale. Je pense que c'est une erreur des deux côtés. Ils ont ensuite procédé à des alertes et des tirs de sommation qui ont conduit les équipages à revenir en arrière, et ils ont eu raison. Il n'y a pas eu de dommage et de blessés du côté français. Tout ça ne doit pas nous conduire à l'escalade. Tout ça doit nous conduire plutôt à consolider ce qui avait été obtenu vendredi, la réouverture inconditionnelle, sans sélection, sans péage du détroit d'Ormuz. C'est ce que nous défendons, ce que nous plaidons. Et derrière celle-ci, nous avons mis ensuite en place une mission ad hoc avec 49 gouvernements qui étaient présents autour de nous vendredi, l'Organisation maritime internationale et l'Union européenne, qui s'est mobilisée pour bâtir une solution diplomatique, militaire, défensive, technique et financière pour permettre la reprise durable du commerce international par Ormuz.

C'est l'initiative que nous avons prise avec nos partenaires britanniques et qui a permis cette avancée. Il faut continuer de calmer les esprits, d'avancer vers la réouverture de cette voie qui est importante pour le commerce international, la sécurité énergétique internationale, et aussi parce que ce sont les conséquences directes pour la vie de nos compatriotes en Pologne, en France, à travers l'Europe et même au-delà, à travers le monde. Nous restons sur cette ligne qui consiste à dire les choses se règlent par la voie diplomatique, tout le monde doit revenir au calme, on doit revenir aux décisions qui avaient été actées vendredi. On doit maintenir le cessez-le-feu dans le Liban le plus longtemps possible et construire une solution de paix durable par la négociation sur le nucléaire, le balistique, Ormuz et le reste.

[Intervention de Donald TUSK]

Journaliste

Pour le détroit d'Ormuz, c'est pour rebondir à la question précédente. Est-ce que vous avez contacté le président Donald Trump et le Premier ministre ? Est-ce que vous avez échangé sur la présence permanente des soldats français sur le sol polonais ?

Emmanuel MACRON

J'ai eu à plusieurs reprises le président Trump ces dernières semaines, à la fois sur la question iranienne et la question d'Ormuz. Je ne l'ai pas eu ces dernières heures. Parce que j'ai considéré qu'en tout cas, de notre initiative, il n'y avait pas de nécessité, j'ai pris acte des décisions prises vendredi après l'annonce iranienne de rouvrir le détroit. Nous avons pris nos responsabilités en Européens et même au-delà et au fond, le monde entier était rassemblé autour de la mission ad hoc que nous souhaitons prendre sur Ormuz. Maintenant, nous avons avancé. Vous savez, depuis le premier jour de ce conflit, nous n'avons pas changé de position et de principe. Nous sommes aux côtés de nos ressortissants et de nos intérêts dans la région.

Nous sommes des partenaires et des alliés fiables pour tous les pays de la région qui sont nos amis et avec lesquels nous avons des accords de défense, et nous les avons aidés de manière rapide et immédiate pour les protéger. Nous sommes pour la désescalade et la reprise des négociations sur le nucléaire, le balistique, les déstabilisations régionales et la question de la liberté de navigation. Nous avons d'ailleurs les moyens d'assurer cette mission sur le plan défensif en déconflictant avec toutes les parties prenantes. C'est ce que nous disons depuis le premier jour. Pour le reste, on fait ce qui dépend de nous et on avance.

[Intervention de Donald TUSK]

Emmanuel MACRON

Je veux ici vous dire que la Pologne pourra compter sur la France. Pour cette mission comme pour toutes celles qui pourraient advenir si vous étiez à nouveau provoqués ou menacés, parce que c'est l'esprit du traité de Nancy et c'est ainsi que nous voyons les choses. Mais regardez le chemin que nous avons fait en quelques années, même quelques mois. On parle de ça, on l'a cité dans un traité il n'y a même pas un an, on l'a mis en œuvre en septembre, et nous, nous avancerons si besoin était, en fonction de vos besoins. Mais regardez l'Ukraine aussi, quand on bâtit des garanties de sécurité ensemble dans notre coalition des volontaires.

Jamais nous n'avions fait depuis des décennies, en liant des États, nos États européens, libres, indépendants, respectueux entre eux, membres de l'Union européenne ou non, puisque nos amis britanniques comme norvégiens font partie de cette coalition des volontaires, nos amis canadiens sont là. Comme nos amis du Pacifique. Il y a aujourd'hui une volonté des démocraties qui croient dans l'État de droit, dans le droit international, de travailler ensemble et d'être solidaires, parce qu'elles ne veulent céder à aucune forme d'hégémonie et elles ne veulent pas non plus céder à l'anomie, c'est-à-dire la fin du droit international. C'est ça, ce qui nous lie. C'est exactement ce qui est en train de se faire.

[Intervention de Donald TUSK]